Outils Gr@ce : état des lieux, retours d'expérience et perspectives

Alexandre TRIBOLET, CR Nord- Pas-de-Calais

(Cette présentation s'appuie sur un diaporama)

Alexandre TRIBOLET, CR Nord – Pas-de-Calais

Je tiens à remercier l'AVICCA qui a bien voulu nous aménager cet espace d'échanges en parallèle de son colloque et pour les outils qu'elle a mis à notre disposition pour essayer de travailler sur cette thématique de la gouvernance autour des outils de Gr@ce.

En tant que chargé de mission aménagement du territoire par les télécommunications au Conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, je m'occupe notamment d'un Observatoire régional des communications électroniques qui est le SIG ANT du Conseil régional. En préambule, j'aimerais expliquer la manière dont nous sommes entrés dans le modèle, pourquoi nous avons souhaité travailler avec le Conseil régional d'Aquitaine et Amandine LAFFERRAIRIE et, peut-être, prendre le relais pour essayer d'assurer cette gouvernance autour du modèle.

Outils Gr@ce : état des lieux, retours d'expérience et perspectives

L'observatoire régional que nous avons mis en place en 2006 était au départ plutôt orienté vers les services de communications électroniques et sur des missions de planification. Son objectif était de suivre la couverture du territoire régional en services de communications électroniques, notamment ADSL, pour orienter un dispositif de résorption de zones d'ombre que le Conseil régional a mis en place en vue de financer des projets locaux. Cet observatoire nous a permis d'identifier géographiquement ces différentes zones et de suivre l'impact de leur résorption sur la couverture du territoire en services télécoms. Il nous a également servi comme outil de base pour le diagnostic du schéma directeur. Et petit à petit, au fur et à mesure que nous avancions dans l'opérationnel, l'observatoire et notre SIG sont entrés un peu plus dans des thématiques opérationnelles et notamment des thématiques réseaux et infrastructures, en particulier sur le recensement des infrastructures mobilisables pour le déploiement du Très haut débit.

Nous avons donc commencé un peu comme tout le monde à nous intéresser au modèle Gr@ce, en assistant notamment à différentes réunions, et nous avons essayé d'appréhender le modèle. La difficulté, en tant que Conseil régional, est que nous ne sommes pas vraiment dans l'opérationnel, nous n'avons pas de RIP, qui sont à une échelle plus locale, ou alors nous avons financé des projets locaux de résorption de zones d'ombre. Nous avons donc cherché une manière un peu plus concrète de mettre les mains dans le cambouis et de voir comment fonctionnait le modèle. Nous sommes allés chercher du côté des collectivités qui ont fait des projets de résorption de zones d'ombre, les documents d'ouvrages exécutés (les DOE de France Telecom), que nous avons généralement récupérés au format papier. Ces DOE se limitaient la plupart du temps à des plans topographiques IGN, avec, dessiné au crayon, le tracé entre le NRA d'origine et le NRA ZO !... Nous avons essayé de travailler à leur mise en forme au format Livrables_GEO, et si pour l'instant nous n'avons pas l'implémentation de la base, ni les moulinettes, nous avons pensé que c'était une bonne manière de rentrer dans le modèle. À cette occasion, nous avons pu échanger avec le Conseil régional d'Aquitaine, pour voir si les champs étaient correctement remplis, etc... En entrant ainsi petit à petit dans le modèle, nous avons compris qu'avec la standardisation, il y avait une opportunité d'avoir un langage commun et que ce modèle était très intéressant, mais qu'il fallait le faire vivre et organiser une gouvernance pour éviter d'avoir un éclatement.



Sommaire

C'est l'objet de ma présentation, en trois temps : je vous présenterai très rapidement l'origine de la gouvernance que nous aimerions organiser autour du modèle conceptuel de données Gr@ce ; ensuite, je présenterai une synthèse des résultats d'une petite enquête que nous avons menée pour faire un état des lieux de l'appropriation du modèle par les collectivités et afin d'établir une cartographie permettant de voir où en sont les collectivités sur ce modèle ; avant de passer à un temps d'échanges avec les acteurs privés qui nous ont rejoints, justement autour de leur vision de ce modèle.

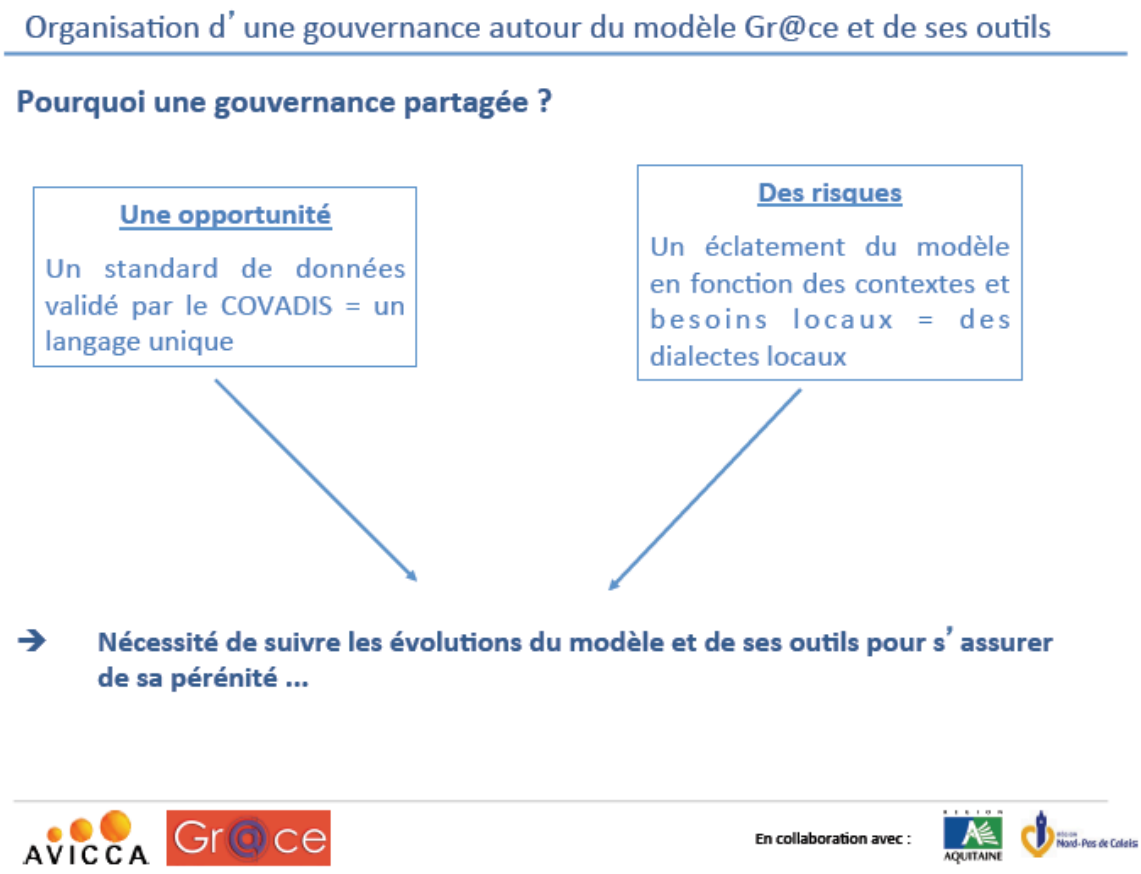
1. Organisation d'une gouvernance autour du modèle Gr@ce et de ses outils
2. L'appropriation du modèle et de ses outils par les collectivités : retour de l'enquête
3. L'appropriation du modèle et de ses outils par les acteurs privés : table ronde

AVICCA Gr@ce En collaboration avec : AQUITAINE Nord-Pas de Calais

Pourquoi une gouvernance partagée ?

Pourquoi une gouvernance partagée ? Le travail réalisé par le Conseil régional d'Aquitaine est devenu un standard, notamment par sa validation par la Covadis, c'est donc une opportunité d'avoir un langage unique, commun, sur un référentiel d'infrastructures de communications électroniques. Derrière, nous commençons à voir apparaître un risque d'éclatement du modèle en fonction de contextes et de besoins locaux et, finalement, de retour à des « dialectes locaux » si l'on file la métaphore linguistique. Nous ne disons pas que le modèle est figé et qu'il ne peut pas évoluer, mais qu'il faut au moins suivre les adaptations aux contextes locaux pour assurer la pérennité du noyau que nous avons réussi à mettre en place.

Ce qui ressort de cette opportunité et de ces risques, c'est donc la nécessité de suivre les évolutions du modèle et de ses outils, pour s'assurer de leur pérennité et éviter une balkanisation du modèle en fonction de différents contextes locaux.

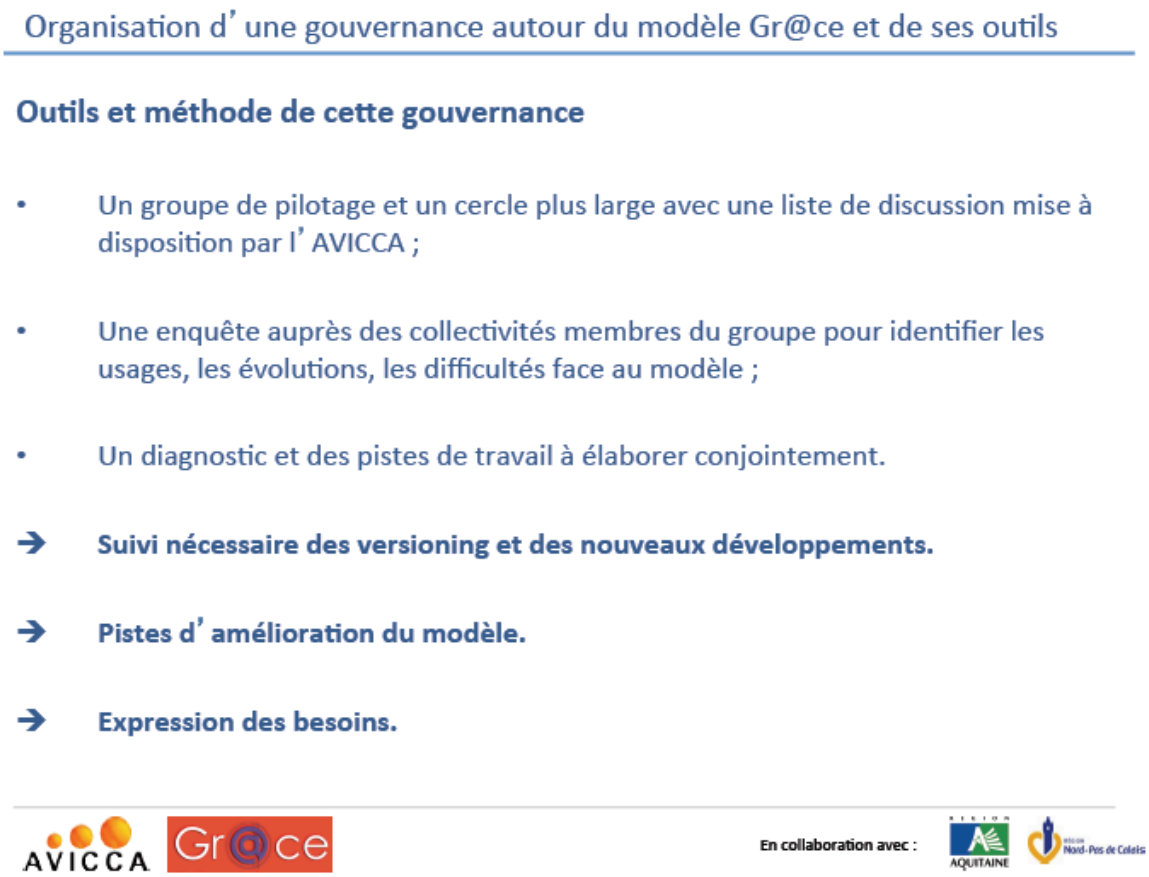


Outils et méthode de cette gouvernance

L'AVICCA a mis à notre disposition une liste de diffusion qui nous offre un lieu d'échanges et qui permet aux différentes collectivités de diffuser leurs retours d'expérience et de poser leurs questions. Cette liste a été mise en place, mais elle doit être animée par chacun de nous, l'objectif étant de rapprocher les collectivités qui se posent les mêmes questions, par exemple des questions très techniques d'implémentation de l'outil, d'adaptation à certaines technologies ou des questions plus stratégiques… C'est à nous tous de faire vivre cet outil en répondant ou en aidant les collectivités qui se posent les mêmes questions.

Nous essayons de suivre cela à travers un petit groupe de pilotage et nous avons pensé qu'il fallait mettre en place un outil pour avoir un « T0 », c'est-à-dire un état des lieux de ce qui se fait actuellement. Pour cela, nous avons réalisé cette petite enquête sur l'appropriation du modèle par les collectivités afin d'élaborer conjointement un diagnostic et des pistes de travail dans le cadre du groupe de pilotage.

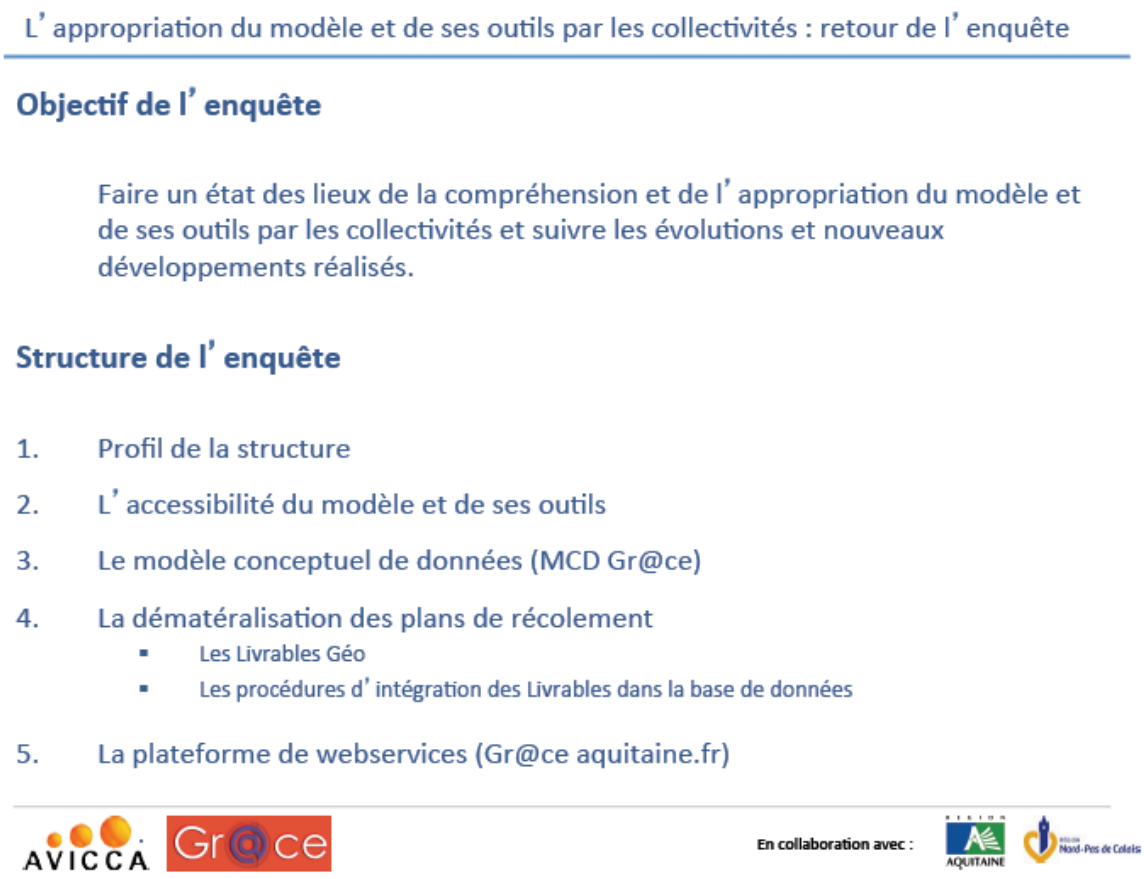
Concernant cette gouvernance, il apparaît qu'un suivi des versionings et des nouveaux développements sera nécessaire, car il y aura des adaptations en fonctions des contextes locaux, de nouvelles versions de la base apparaîtront peut-être… Il est très important que nous ayons tous le même degré d'information et que nous avancions tous au même rythme, en essayant d'éviter qu'une collectivité en soit au modèle 1.4 et une autre au modèle 1.0. Il faut aussi que nous dialoguions sur des pistes d'amélioration du modèle : si un nouveau module est développé en fonction d'un contexte local et que ce besoin se retrouve dans plusieurs collectivités, on peut se poser la question de l'adaptation du modèle en lui-même. Et puis, nous devons suivre l'expression des besoins de certaines collectivités, par exemple sur le développement d'outils complémentaires. La plate-forme de webservices étant composée de briques, on peut se poser la question d'avoir des briques d'outils supplémentaires.



Objectif de l'enquête

Un des premiers outils que nous avons mis sur pied est cette enquête, dont l'objectif était de faire un état des lieux de la compréhension et de l'appropriation du modèle par les collectivités et de voir les premières évolutions qui ont pu apparaître sur le modèle et ses outils.

Nous avons structuré l'enquête autour de 5 axes. Les deux premiers étaient d'abord de dresser le profil des structures qui utilisent le modèle, et de voir par ailleurs s'il y avait une acculturation sur le modèle, c'est-à-dire une prise en main de l'outil, avoir le ressenti des collectivités et savoir si elles étaient à l'aise ou pas sur le modèle. Ensuite nous avons décomposé l'étude selon les trois briques qu'Amandine LAFFERRAIRIE a présentées : le MCD (Modèle conceptuel de données) en lui-même ou le moteur ; le matériau ou la matière première de tout cela, qui est le processus de dématérialisation des plans de récolement, donc le format Livrables_GEO ; et puis l'outil, le carénage, c'est-à-dire la plate-forme de webservices qui permet d'étudier l'ensemble.

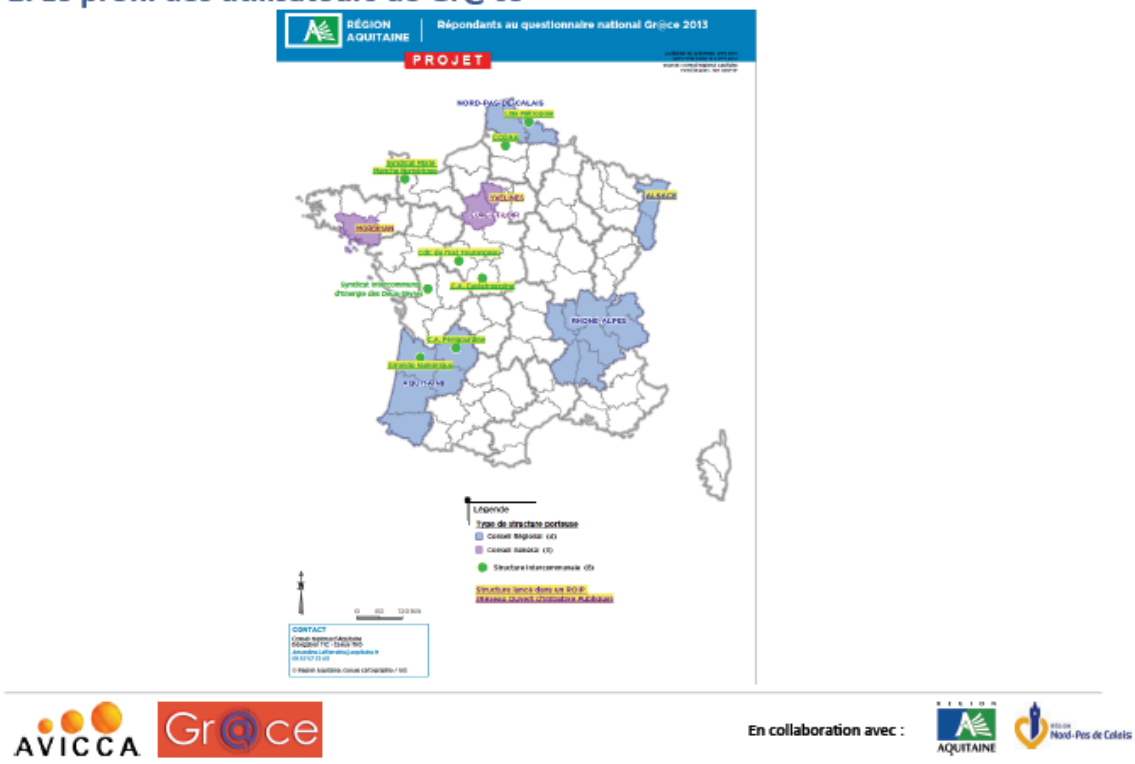


Le profil des utilisateurs de Gr@ce

Nous avons reçu 15 réponses à ce questionnaire, ce qui correspond aux collectivités qui sont rentrées dans le modèle. En termes de profils, il s'agissait de 4 conseils régionaux, 3 conseils généraux et une dizaine d'intercommunalités ou de syndicats mixtes.

L'appropriation du modèle et de ses outils par les collectivités : retour de l'enquête

1. Le profil des utilisateurs de Gr@ce



AVICCA Gr@ce

En collaboration avec : Région Aquitaine, Région Nord-Pas de Calais

Le profil des utilisateurs de Gr@ce

Concernant le profil des utilisateurs, nous avons constaté que la thématique est essentiellement portée par des services ou des directions soit SIG, soit aménagement numérique, soit TIC et, à la marge, par des cellules développement économique ou aménagement. On relève surtout que les collectivités qui s'y intéressent ou qui vont implémenter le modèle ou ses outils sont essentiellement des collectivités qui ont des RIP, ce qui peut se comprendre car cela répond à leur préoccupation de connaître leur patrimoine, plutôt de type FTTx (seconde génération) et plutôt portés par des EPCI.

En dressant un profil plus qualitatif des utilisateurs de Gr@ce, deux profils assez nets se dégagent : celui d'utilisateurs plutôt opérationnels, qui utilisent le modèle Gr@ce pour la gestion du patrimoine télécoms, cela correspond plutôt à des EPCI qui ont des RIP ; et un profil plutôt planification et suivi de projets, qui correspond davantage à des conseils régionaux et à des conseils généraux qui voient l'outil Gr@ce et ses outils comme une opportunité pour suivre un peu les projets Très haut débit ou les planifier.

L'appropriation du modèle et de ses outils par les collectivités : retour de l'enquête

1. Le profil des utilisateurs de Gr@ce

- Une thématique portée par les cellules SIG / ANT / TIC, à la marge par les cellules "Développement économique" et "Aménagement" ;
- Des utilisateurs qui en majorité ont un RIP (plutôt de type FTTx) plutôt porté par des EPCI



Deux profils qui se dégagent :

➔ **Opérationnel, pour la gestion du patrimoine télécom qui correspond plutôt à des EPCI ;**

➔ **Planification / suivi de projet THD qui correspond plutôt aux Conseils Régionaux et Généraux.**

AVICCA Gr@ce En collaboration avec : Région Aquitaine Région Nord-Pas de Calais

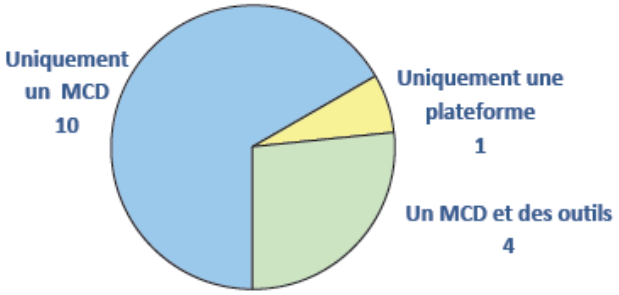
L'accessibilité de l'outil

Nous avons voulu voir quelle perception les gens avaient de Gr@ce. Cela peut en effet parfois paraître un peu flou, on ne sait pas si c'est le site Internet, la moulinette, ou le modèle conceptuel de données. Pour 10 personnes, Gr@ce est uniquement un modèle conceptuel de données. Or, nous l'avons vu, nous présentons plutôt Gr@ce comme une boîte à outils composée d'un modèle conceptuel de données, mais aussi de moulinettes d'intégration de données, et d'une matière première constituée par les Livrables_GEO. Si l'on rapproche ces réponses avec les profils d'utilisateurs que nous avons dressés, on peut dire que les collectivités qui sont dans l'opérationnel voient Gr@ce plutôt sous son côté MCD, et c'est légitime puisqu'elles ont une problématique de gestion de ces réseaux et que le MCD leur apporte une solution. En revanche, les collectivités qui sont plutôt dans la planification ont vraiment une vision de l'outil Gr@ce comme d'un ensemble d'outils avec ses différentes composantes.

L'appropriation du modèle et de ses outils par les collectivités : retour de l'enquête

2. L'accessibilité de l'outil

> Qu'est ce que Gr@ce ?



- Pour les collectivités qui sont plutôt dans l'opérationnel, Gr@ce représente plutôt un MCD ;
- Pour les collectivités plutôt dans la planification, Gr@ce est assimilé à un MCD et un ensemble d'outils.

AVICCA Gr@ce En collaboration avec : AQUITAINE

L'accessibilité de l'outil

Concernant l'accessibilité de l'outil et son appropriation, 4 collectivités ont dit être plutôt à l'aise avec le modèle, 5, globalement oui, et 5, globalement non. Dans l'analyse, nous avons préféré voir le verre à moitié plein et considérer que cela révélait une réelle montée en compétence des territoires. Nous sommes partis d'une situation, il y a quelques années, où c'était le Conseil régional d'Aquitaine qui avait l'expertise dans ce domaine, pour arriver à un état où il y a des collectivités qui commencent à entrer dans le détail du modèle et de ses outils, à se l'approprier et à être réellement à l'aise dessus.

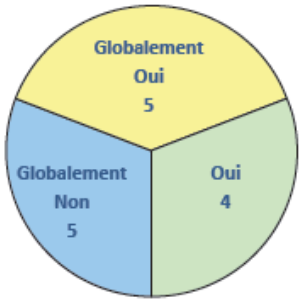
Nous avons ajouté une question sur la documentation technique sur les outils et le MCD, qui est disponible sur le site de l'Aquitaine. Globalement, la documentation répond au besoin de prise en main de l'outil. En revanche, sur le besoin technique, notamment sur les adaptations et l'implémentation, quelques limites apparaissent, ce qui révèle la nécessité d'avoir un lieu d'échanges pour aborder ces problématiques très techniques. Par exemple, des collectivités ont fait le test d'implémenter la base sous ORACLE Spatial et pas sous PostGIS/PostGRE, cela pose des questions d'adaptation… On voit donc apparaître la nécessité d'avoir ce lieu d'échanges techniques sur le modèle.

L'appropriation du modèle et de ses outils par les collectivités : retour de l'enquête

2. L'accessibilité de l'outil

> Son appropriation

➔ Un montée en compétence vers la maitrise du modèle et de ses outils



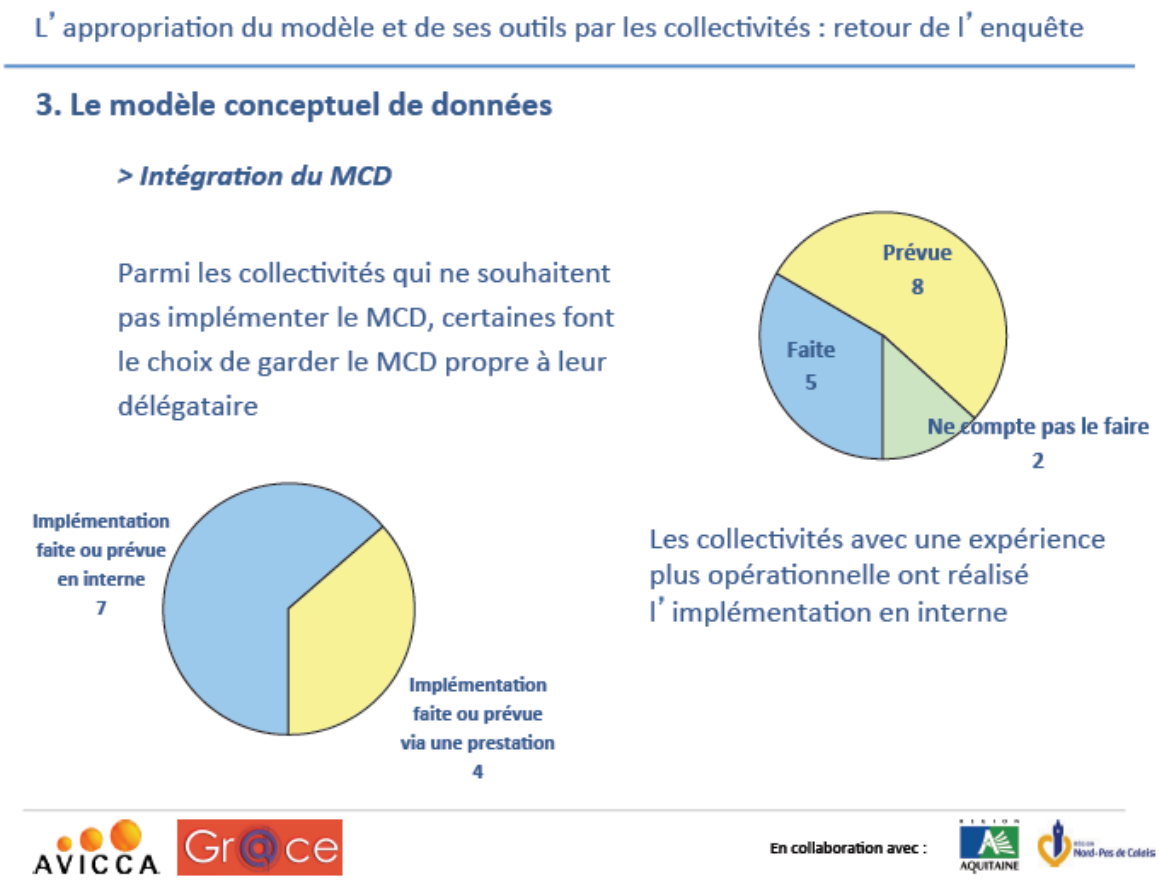
> La documentation

➔ La documentation répond gloabalement aux besoins de prise en main des outils et de montée en compétence mais pas forcément aux besoins techniques d'adaptation (d' ou la nécessité d'un groupe d'échange).

AVICCA Gr@ce En collaboration avec : AQUITAINE Nord-Pas de Calais

Le modèle conceptuel de données

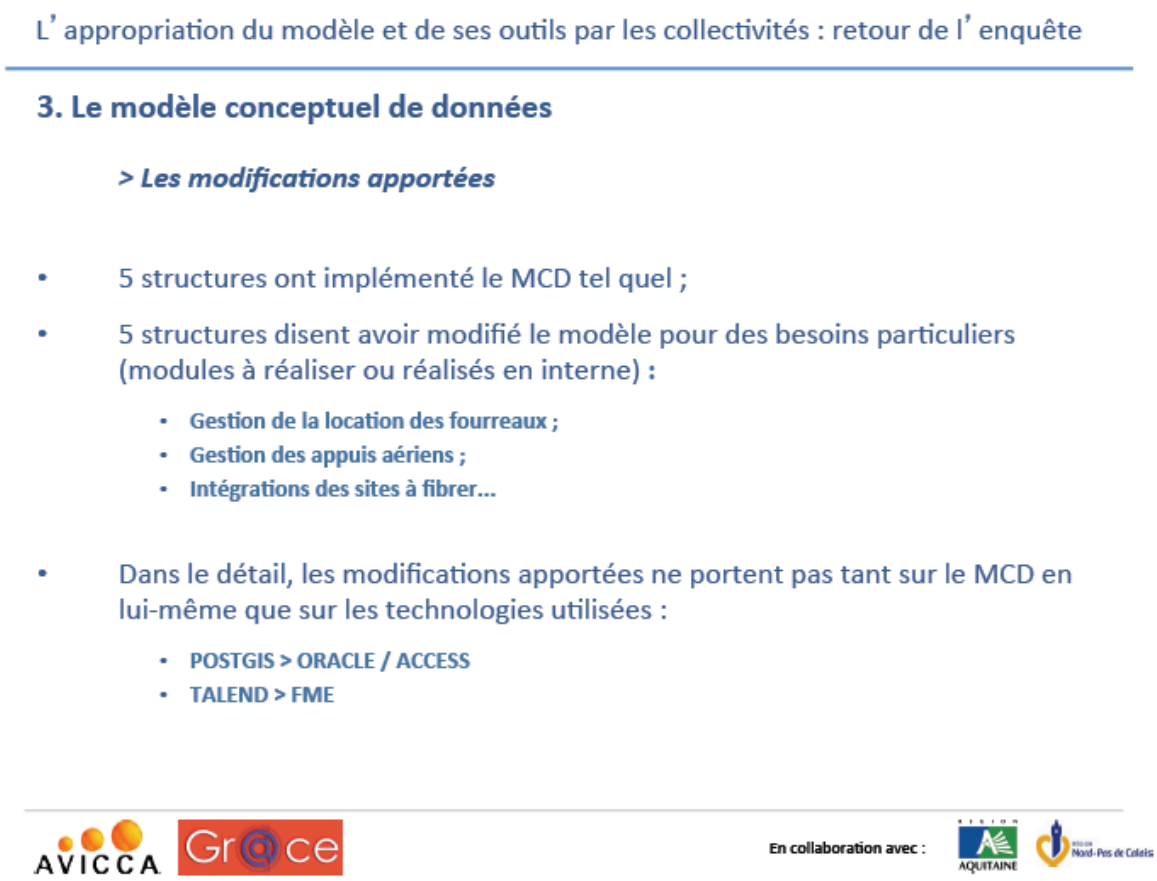
Sur la partie MCD, la base de données de stockage, 8 collectivités prévoient d'implémenter cette base, 5 l'ont déjà fait et 2 ne comptent pas le faire. Nous nous sommes intéressés aux raisons pour lesquelles elles ne souhaitaient pas le faire, et en fait ces collectivités ont choisi le modèle qui était proposé par leur délégataire, parce que Gr@ce n'existait pas à ce moment là ou par praticité opérationnelle pour l'échange de données.
Concernant la manière dont les collectivités comptent implémenter ce modèle, 7 l'ont fait en interne, on peut les rapprocher du profil plutôt opérationnel car ce sont des collectivités qui ont déjà des équipes techniques pour gérer ce genre de choses ; et 4 collectivités l'ont plutôt fait via des prestations et se rapprochent du profil planification des conseils généraux ou régionaux.



Le modèle conceptuel de données

Concernant les modifications qui ont pu être apportées sur le modèle de données, 5 structures l'ont implémenté tel quel et ont téléchargé les ressources et 5 structures nous disent l'avoir modifié pour l'adapter à des besoins particuliers. Les besoins qui ont été reportés, soit à venir soit en réflexion, sont des problématiques de gestion de location de fourreaux, par exemple pour gérer la durée des contrats de location, connaître l'opérateur qui loue le fourreau, pour quelle durée, quelle est la référence du contrat… Chez certaines collectivités, il y a la problématique d'une gestion plus poussée des appuis aériens. Et puis, des collectivités souhaiteraient intégrer les sites à fibrer dans le modèle, mais en l'occurrence, nous pensons que c'est plutôt du ressort du référentiel Adresse. Finalement, il apparaît que ces besoins locaux peuvent être tout à fait en adéquation avec ce modèle, puisque l'on a un noyau commun - le MCD Gr@ce -, avec des extensions de ce modèle qui s'interfacent pour des besoins locaux. Si ces besoins locaux se retrouvent sur plusieurs collectivités et si l'on constate qu'il s'agit d'un réel manque du modèle, on peut se poser la question de le faire évoluer et de le refaire valider pour le standardiser.

En fait, les modifications apportées ne portent pas tant sur le MCD en lui-même, donc sur les tables et sur leurs relations entre elles, mais plutôt sur les technologies utilisées. La base développée par l'Aquitaine était sur la technologie PostGIS, qui est une solution libre, et des collectivités se posent la question de l'adapter sous ORACLE Spatial, notamment nos collègues de la Communauté urbaine de Lille, ou sous d'autres logiciels comme ACCESS. Même chose pour la moulinette développée sous TALEND, des collectivités se posent la question de son adaptation sous une licence propriétaire (FME). Nous partageons la problématique TALEND/FME avec la Communauté urbaine de Lille qui est à côté de chez nous, c'est pratique parce qu'ils sont proches géographiquement, mais nous savons que d'autres collectivités se posent la question en France. L'objectif de cette gouvernance est donc aussi d'arriver à rapprocher les collectivités qui se posent des questions identiques et celles qui ont réussi à répondre à ces questions en interne, pour avoir cet échange et ce retour de pratiques des collectivités.



Le modèle conceptuel de données

Sur l'outil d'exploitation de la base, deux outils apparaissent : SGBD PostGIS/PostGRE avec des adaptations parfois sous ORACLE ; sinon, certaines collectivités ne veulent pas développer d'infrastructures lourdes mais plutôt utiliser le SIG bureautique classique et elles se posent la question d'adapter la base de donnés sous des modèles propriétaires comme la géodatabase d'ESRI. Il y a donc une nécessité de suivre les différentes adaptations du MCD en fonction des communautés d'outils. On sait par exemple que le passage de PostGIS à ORACLE nécessite de revoir certaines liaisons, il faut donc suivre cela pour bien s'assurer de la pérennité du modèle.

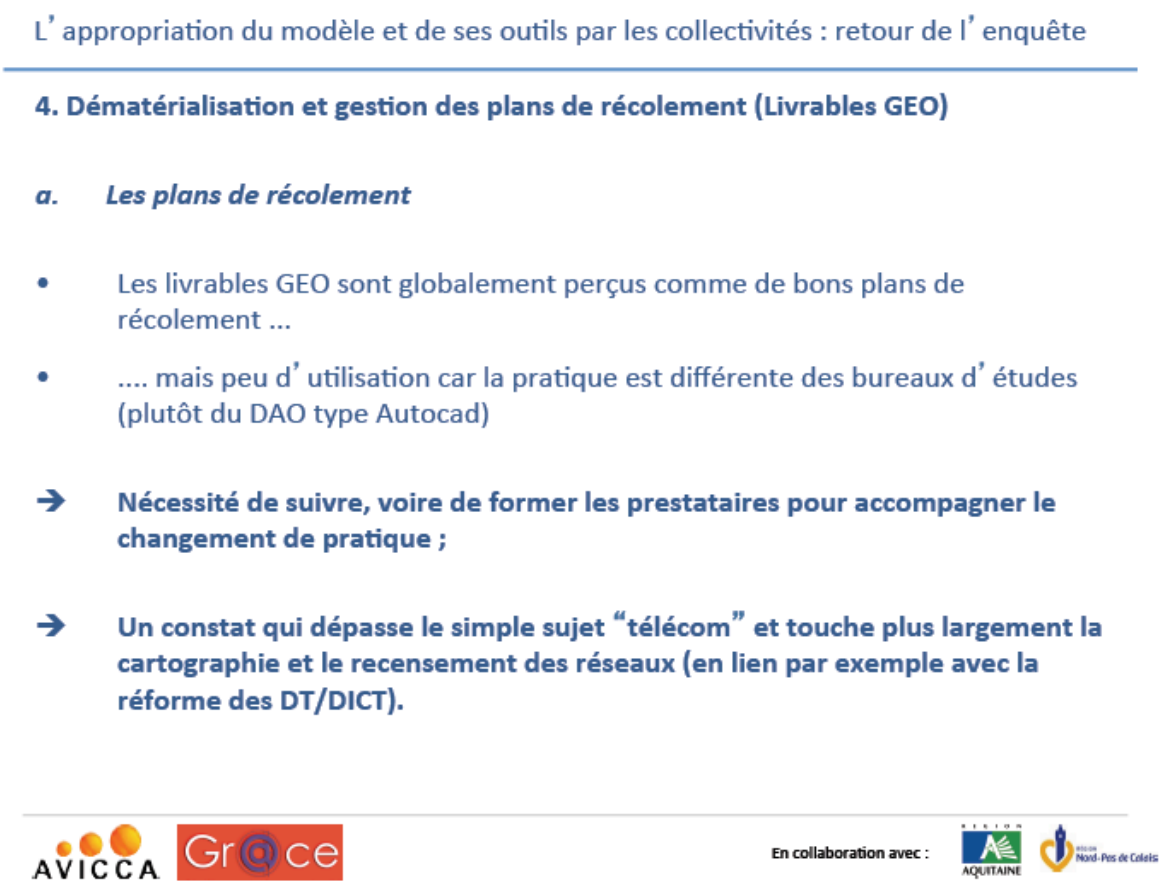
Nous avons également posé la question de l'adéquation du MCD aux besoins opérationnels des collectivités. Globalement, quasiment à l'unanimité, le MCD correspond aux besoins des structures. La remarque a été faite qu'il était parfois trop complet, mais « qui peut le plus, peut le moins », et il vaut mieux que les collectivités aient une marge de manœuvre pour assurer une montée en compétence et pouvoir aller plus dans le détail au fur et à mesure de leur avancement. L'autre remarque qui a été faite c'est que, parfois, en fonction des contextes locaux, il pourrait être approprié de compléter le MCD par des modules complémentaires permettant de répondre à ces besoins particuliers. J'évoquais par exemple la problématique de gestion des fourreaux. La nécessité apparaît donc aussi de faire remonter ces besoins et ces remarques, notamment via ce groupe de travail, justement pour assurer la pérennité du modèle.



Dématérialisation et gestion des plans de récolement (Livrables_GEO)

Globalement, ces Livrables_GEO sont perçus comme de bons plans de récolement, mais il y a peu d'utilisations car la pratique des bureaux d'études est quand même relativement différente de celle des Livrables_GEO. Concrètement, les bureaux d'études sont plutôt habitués à de l'Autocad qu'à du Livrables_GEO au format shape avec les trois tables.

Il ressort des quelques retours d'expérience de collectivités qui ont réussi à avoir leurs plans de récolement au format Livrables_GEO, une réelle nécessité de suivre, voire de former les prestataires, même si cela peut paraître étrange, pour les accompagner car c'est un réel changement de pratiques. Ici, on reboucle avec une thématique qui dépasse le simple sujet des télécoms, c'est celle de la cartographie des réseaux et du recensement des réseaux, et aussi celle de la réforme des DT/DICT. Nous sommes bien conscients que c'est très lourd et que cela ne se fera pas du jour au lendemain, il faudra sans doute de nombreuses années, mais en tant que collectivités, nous avons aussi notre responsabilité sur le fait de demander de manière privilégiée ce format SIG pour nos plans de récolement.



Dématérialisation et gestion des plans de récolement (Livrables_GEO)

Sur la deuxième partie de la dématérialisation, c'est-à-dire sur les rouages que sont les moulinettes, nous avons eu très peu de réponses. C'est peut-être dû à un manque de compréhension sur l'utilité de ces moulinettes. Il faudra peut-être éclaircir certaines parties de l'outil dans le cadre du groupe de travail, mais globalement, sur ces routines de vérification et de transformation, il ressort que les collectivités envisagent de passer de la technologie TALEND qui était utilisée initialement à la technologie FME ou à du ArcGis, sans doute les builders de la gamme ESRI.

L'appropriation du modèle et de ses outils par les collectivités : retour de l'enquête

4. Dématérialisation et gestion des plans de récolement (Livrables GEO)

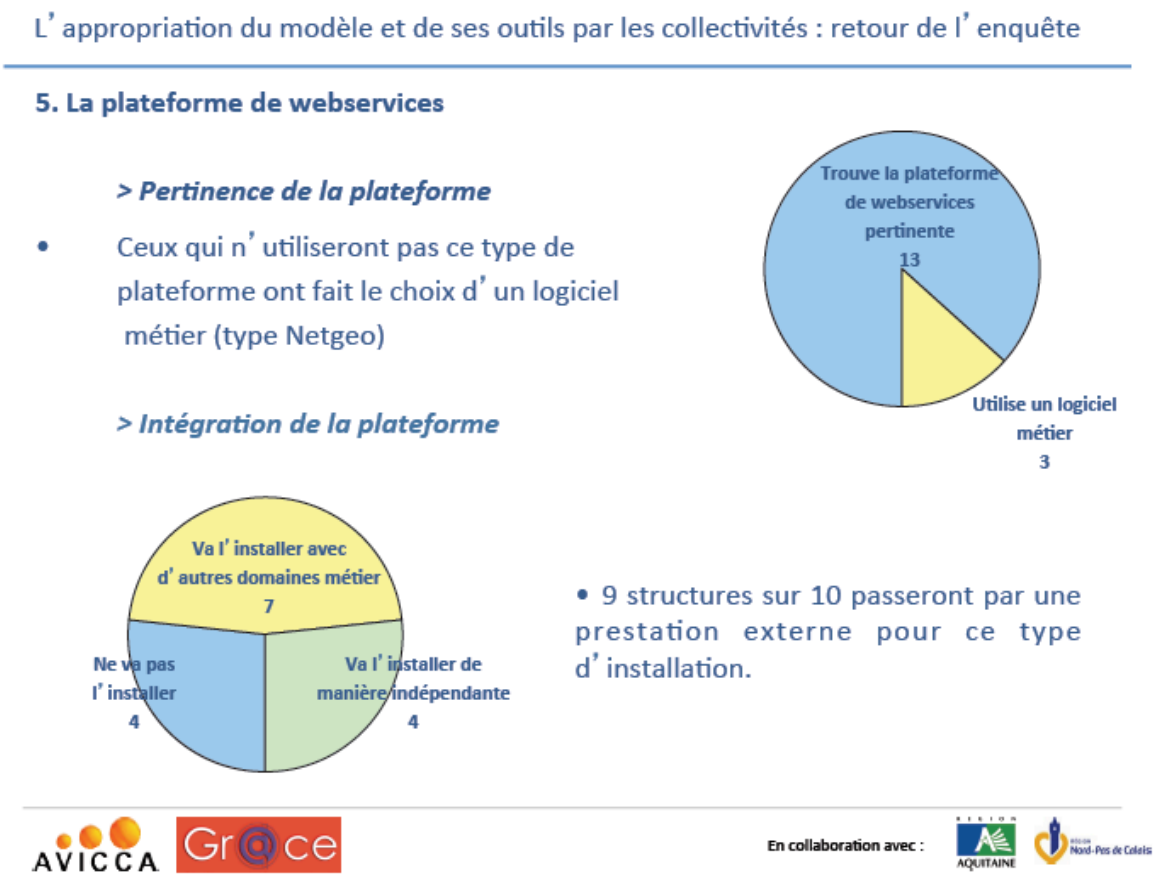
b. Les scripts de vérification et d'intégration

- Très peu de réponses sur cette partie ;
- Les structures qui prévoient d'implémenter ces "routines" envisagent un passage de Talend sous FME ou via ArcGis.

La plate-forme de webservices

La dernière partie de l'étude concerne la plate-forme de webservices, c'est-à-dire tout le package d'outils qui permet d'utiliser et de visualiser la base. 13 répondants estiment que la plate-forme est pertinente et 2 ne souhaitent pas l'utiliser car ils utilisent un logiciel métier, notamment du type Netgeo. Ici, se pose donc la problématique du logiciel métier et de l'articulation entre les deux outils. Nous savons par exemple que l'éditeur de Netgeo travaille à cette articulation entre son logiciel métier et le format Gr@ce. Le choix se fait aussi en fonction du périmètre d'intervention. Les logiciels métiers de type Netgeo et les solutions de type Gr@ce sont faits pour des métiers différents : les premiers vont vraiment jusqu'au parcours optique, on est vraiment dans une démarche de connexion, de gestion et presque de commercialisation ; alors qu'avec la plate-forme, on est vraiment dans le métier des collectivités qui est de gérer leur patrimoine public.

Sur l'intégration de la plate-forme, 7 collectivités vont l'installer avec d'autres domaines métiers, ce qui nous renvoie à la première partie et l'articulation avec les IDG et d'autres domaines métiers, car ces collectivités se posent peut-être cette question de l'articulation de ces outils avec leur IDG ? 4 collectivités souhaitent l'intégrer de manière indépendante et 4 ne souhaitent pas l'installer pour le moment, parce qu'elles utilisent soit des logiciels bureautiques, soit des logiciels métiers. Sur ce point, 9 structures sur 10 souhaitent passer par des prestations externes pour implémenter la plate-forme.



Thierry JOUAN

Je voudrais revenir sur ce qu'ont dit Laurent DAVID et Arnaud ROUILLY du CETE, notamment sur la partie TAPIR et sur un point essentiel qui est la visibilité de ces outils. Je ferai aussi un parallèle avec tous les travaux réalisés aujourd'hui par le groupe SI-interop où, finalement, on identifie des versions de logiciels, on essaie de voir qui utilise quoi, et on voit que c'est un travail énorme. C'est pourquoi nous vous disons de vous mobiliser en interne et nous sommes à votre écoute. Si vous avez besoin de groupes de travail ou d'espaces d'échanges, nous pouvons vous en offrir. C'est important pour la pérennité même du modèle et des évolutions à venir.

Questions / Réponses

Christophe BLONDEL, Manche Numérique

J'ai apprécié cette synthèse - et je m'y retrouve beaucoup, pour y avoir participé ! -, mais je me pose une question sur le modèle en lui-même. La plupart des gens ont bien compris l'articulation, mais vous avez soulevé la question des outils et des relations avec les opérateurs, notamment dans le cadre des délégations. Quand je suis arrivé, on m'a dit que je n'avais pas le choix. On a entamé la réflexion, on récupérait déjà des informations par rapport à notre délégataire, et quand je lui ai dit qu'on allait réfléchir à ce modèle, cela l'a fait un peu grincer. Mais c'est normal, c'est partout pareil et nous arriverons peut-être à trouver un consensus.

Sur les outils, en fait, cela sera un peu la même chose. D'après la synthèse, il vaut peut-être mieux rester sur du PostGRE/PostGIS et TALEND, si nous sommes bien accompagnés, et nous savons que nous le serons, ce qui permettrait justement de faire abstraction de la question des outils éditeurs, qui sont soit plutôt orientés opérateurs ou commercialisation (Netgeo, Networks…), soit plutôt SIG généralistes, mais dans lesquels nous avons essayé d'implémenter le modèle (ESRI ou d'autres). Là, nous avons un modèle déjà opérationnel qui tient la route, donc il faut peut être rester axé sur cette partie…

Olivier SOULAS, SYANE Haute-Savoie

Un commentaire et peut-être un petit désaccord sur le niveau jusqu'où il faut aller. Je reprends le cas de l'affermage, qui semble devoir se multiplier : vous disiez que Netgeo est un outil métier destiné aux opérateurs, mais vous citiez également la route optique et c'est là qu'il y a un désaccord. Quand on fait construire un réseau en affermage et qu'on demande des soudures pour qu'il y ait une continuité optique entre une PTO une PBO et un PM, qu'on reçoit le Livrables_GEO qui inclut tout ce spaghetti de fibre optique, on doit pouvoir vérifier que la continuité optique est là. C'est-à-dire que le modèle de données que nous devons gérer va jusqu'à l'optique et est donc très proche de ce qu'un opérateur peut faire dans la partie description infrastructure, on va même jusqu'à la partie GED, puisqu'on doit habiller les fourreaux… Ce que nous n'avons pas, par rapport aux opérateurs, c'est l'outil, le *network inventory*, l'outil carto comme brique élémentaire d'un flux métier plus large qui est la prise de commande, le SAV, etc. Mais pour l'infrastructure, nous serons, nous collectivités, amenées à nettoyer et à gérer des modèles de données qui sont bien plus détaillées que de la simple infrastructure. En tout cas c'est l'expérience que nous en avons faite, ce qui complexifie aussi beaucoup l'accessibilité à ce modèle de données.

Alexandre TRIBOLET

Pour le coup, on a presque changé de métier et on rentre presque dans la thématique de l'articulation du SIG avec le SI de l'opérateur, quand on va vraiment jusqu'au parcours optique. Il y a peut être des articulations à trouver justement entre ce degré de précision et la collectivité qui va davantage chercher à connaître le patrimoine télécom pur.

Une participante

À terme pour les collectivités, il y a aura aussi le patrimoine des services. Car dans le cadre des DSP, même si l'on travaille et que l'on trouve des moulinettes avec les opérateurs, la DSP a un terme, donc il y a un rendu d'informations à la collectivité au bout d'un certain nombre d'années. Cette partie, services et exploitation par la DSP jusqu'à l'habitant, elle n'est pas non plus prise en charge dans le modèle.

Yann BRETON, Gironde Numérique

En fait, le modèle peut être complété.

On travaille avec l'Aquitaine. Pour le synoptique d'exploitation, on pourrait garder le modèle Gr@ce actuel et l'étendre, mais on va en avoir besoin, cela fait partie du patrimoine. Plus les outils qui ont besoin d'être améliorés, il y a quelques bugs qui trainent. Il faudrait vraiment que l'on se coordonne pour pouvoir l'installer facilement. Ce sont des évolutions que nous aimerions faire.

Alexandre TRIBOLET

Cette question montre ce que la gouvernance devrait être amenée à faire. Quand on rentre dans l'opérationnel, des besoins supplémentaires apparaissent, et on voit qu'il faut peut-être faire évoluer ce noyau pour gagner en précision et pour aller justement jusqu'aux besoins que vous évoquez.

Yann BRETON, Gironde Numérique

Le modèle est fait. L'intérêt, c'est qu'on n'est pas obligé de toucher au noyau, et pour ceux qui ont besoin du synoptique d'exploitation, ce sont des tables complémentaires. Nous sommes prêts à travailler dessus, nous avons commencé à le faire, et nous utilisons beaucoup cet outil. Les moulinettes nous intéressent pour les relations avec les sous-traitants, afin de récupérer directement les plans au bon format. Si l'on arrive à faire cela, on est vraiment dans l'opérationnel et on gagne du temps.

Si des personnes ont pu déployer ces outils et ces moulinettes, nous aimerions les contacter car nous rencontrons quelques difficultés techniques aujourd'hui, il faut vraiment que nous arrivions à améliorer ces outils.

Christophe BLONDEL, Manche Numérique

Effectivement, il y a cette jonction entre deux mondes, la collectivité et l'opérateur. Il y a aussi une vision un peu stratégique qui tend à se résorber aujourd'hui sur l'intégration des données dans le SI, entre les différents modèles, dont le modèle Gr@ce qui prend de l'importance, en tout cas nous en entendons parler partout, y compris chez les opérateurs. Donc tout le monde est au courant aujourd'hui que l'on tend vers une standardisation. Cela fait peut-être de moins en moins peur, mais c'est une question qui se pose par exemple dans le choix d'un délégataire de service public. Quand nous mettons cela dans le cahier des charges, on nous demande si nous allons leur imposer le modèle Gr@ce, parce que dans ce cas, ils peuvent ne pas venir ! Il y a clairement des discussions de la part du délégataire à ce niveau là : allez-vous fonctionner avec notre SI ou avec le vôtre ?

Ce ne sont pas des questions que nous pouvons régler à notre niveau, en tant que géomaticiens. Nous avons mis les arguments sur la table en disant pourquoi il fallait choisir plutôt ce modèle, mais après… Je ne sais pas si d'autres personnes sont dans cette situation ?

Yann BRETON, Gironde Numérique

Notre opérateur utilise son propre SI et nous avons imposé le modèle Gr@ce pour contrôler le patrimoine, pas que pour de l'opérationnel. En gros, le danger que nous courons tous sur la sortie des RIP, c'est la liste des biens de retour et des biens de reprise et la différence qui doit être faite. Nous nous servons d'abord essentiellement de Gr@ce pour gérer notre patrimoine et lister très précisément les biens de retour et les biens de reprise. Ce qui nous manque aujourd'hui, et ce vers quoi nous aimerions faire évoluer le modèle Gr@ce avec un complément, serait de pouvoir le faire également sur les équipements actifs. Là, on parle de synoptique d'exploitation, puisque c'est un grand classique que de faire payer aux collectivités en biens de reprise les équipements actifs, ce qu'il vaut mieux éviter ! Et aussi de pouvoir poursuivre tous les documents de convention de servitude et de contrat quasiment à la fibre, donc il faut descendre un peu plus loin que le câble. Nous avons bricolé quelque chose, mais il vaudrait mieux que cela soit standardisé.

Il y a vraiment moyen d'avoir le modèle Gr@ce indépendamment du SI des opérateurs. Pour nous, l'essentiel est de contrôler l'activité, ce n'est pas juste d'être opérationnel. Cela n'a pas été facile, mais nous avons donc imposé, d'avoir le Livrables_GEO dans les recettages, et nous nous y sommes tenus. Aujourd'hui, nous essayons de former les sous-traitants pour qu'ils les utilisent directement, et d'ailleurs cela touche aussi d'autres secteurs, les gens de l'eau et de l'assainissement sont intéressés. Ce qui nous manque, ce sont des outils un peu plus industrialisés, ce qui nous permettrait de faire des démo plus faciles aux sous-traitants et aux opérateurs pour imposer ce modèle dans le cahier des charges, mais nous n'y sommes pas encore.

Thierry JOUAN

On voit que nous avons quasiment l'ordre du jour du prochain groupe de travail qui sera étoffé avec tous nos échanges ! Avant de passer la parole aux acteurs privés, parmi les quelques collectivités ici présentes qui sont en cours de rédaction de cahiers des charges ou de consultation, comment ce besoin a-t-il été traduit ? Le modèle a-t-il été imposé ?

Olivier SOULAS

Encore une fois, ce n'est pas le modèle Gr@ce, mais la mécanique est la même. Nous avons lancé un marché de conception-réalisation, et dans le modèle affermage, quand on a des kilomètres de fibre et des milliers de soudures à faire, il faut que l'on renseigne cela, puisque c'est la clé du réseau que l'on doit donner à notre fermier, et si on n'a pas cette clé, l'exploitation est impossible, ou alors cela coûte très cher de la reconstituer. Nous avons donc mis notre modèle de données dans ce marché et nous avons demandé à ce que les livrables soient rendus lors de la construction selon le modèle donné. Le SYANE fait beaucoup de travaux dans d'autres métiers, et nous connaissons la difficulté d'avoir des référencements géographiques de qualité, à côté des plans de papier, lorsque tout est fait et qu'on attend simplement une DOE. On sait que cela n'est pas possible. Donc nous avons à toutes les étapes, dès l'APS, demandé à ce qu'on nous rende des choses au niveau géographique sous forme shape, avec à chaque fois de l'attributaire de plus en plus rempli. Et, bien entendu, avec des clés de paiements qui sont associées, afin d'inciter les entreprises à fournir des plans de qualité.

Ce n'est pas simple parce que les entreprises n'ont pas l'habitude de faire cela, il y a de l'Autocad qui doit être converti, etc… Nous avons mis cela en place pour que cette chaîne soit prise en compte dès les études, cela se fait au forceps, mais la démarche commence à être appliquée par les entreprises. Pour être sûrs de tout avoir, avant même de programmer les opérations de réception, nous avons défini une petite étape pré-DOE, où ils doivent nous fournir l'ensemble du DOE, sauf ce qui ne peut pas être mis à jour parce que la réception n'a pas été effectuée, dont font partie les outils géographiques. Nous faisons passer les moulinettes de validation automatique et nous présentons des vues au technicien pour qu'il valide que ce qui est dans le modèle de données correspond bien aux plans qu'ils ont. C'est dur, mais cela sera d'autant plus facile qu'il y aura un modèle standardisé. En l'occurrence, il s'agit de notre propre modèle, mais dès que nous pourrons passer sur un modèle standardisé, nous le ferons volontiers, parce que les entreprises le sauront et que nous aurons tous intérêt à le faire, mais il faut que cela se fasse vite.

Thierry JOUAN

Merci, je vous propose de donner la parole aux quelques acteurs privés. La règle est un temps de parole très court de 4 minutes. J'appelle en premier le Cabinet ON-X, Thierry ESNAY, avec un retour d'expérience de l'utilisation du modèle pour la réalisation d'un schéma d'ingénierie qui va permettre d'enrichir notre vision.